

# Observatoire Grand Est Agricole



OCTOBRE  
2024

N° 22



## Résultats 2024

- Rendements des cultures
- Perspectives de résultats
- Analyse des charges



## CONTACTS

### AGC CFG 67

03 88 19 16 83

steve.kuhn@cfg67.com

### AS Entreprise 51

03 26 04 96 66

ojosselin@fdsea51.fr

### AS CEFIGAM 57

03 87 55 17 52

ehalle@ascefigam57.fr

### AS CEFIGAM 55

03 29 83 69 00

romain.erard@cefigam.com

### Cerfrance Moselle

03 87 86 11 22

anoel@moselle.cerfrance.fr

### Cerfrance ADHEO

03 29 84 59 35

hpouzet@adheo.cerfrance.fr

### Cerfrance 68

03 89 20 94 95

svenner@68.cerfrance.fr

### Cerfrance Vosges

03 29 94 05 88

cgrillon@88.cerfrance.fr

### Cerfrance CNEIDF

03 25 94 48 71

athiebaut@cneidf.cerfrance.fr

### CDER

03 26 66 76 00

t.herbin@cder.fr

### FRSEA Grand Est

03 83 98 12 29

asdir.frsea-grandest@reseaufnsea.fr

Le début de l'année 2024 a été caractérisé par des conditions climatiques atypiques, notamment une forte pluviométrie qui a impacté les cultures. De nombreux agriculteurs ont été contraints de procéder à des re-semis dans différentes régions. Par ailleurs, certains ont choisi d'ensiler leurs cultures principales ou de les destiner à la méthanisation en raison d'une qualité insuffisante.

Les revenus provisoires pour l'année 2024 dans le Grand Est devraient globalement se maintenir au niveau de ceux de 2023, à l'exception des systèmes céréaliers. Le revenu de ces derniers est en baisse sous l'effet conjugué de la baisse des rendements et des prix. Les autres systèmes de production parviennent à préserver leurs revenus. Cela est sans tenir compte de l'impact sanitaire de la FCO, dont il est encore difficile de mesurer les répercussions sur les résultats, mais qui risque d'être très marqué pour les ovins et, en partie, sur les bovins.

Les charges de structure connaissent une légère hausse, principalement due à l'augmentation des coûts liés à la main-d'œuvre, à la mécanisation et aux taux d'intérêt sur les prêts. Ces hausses surviennent malgré une baisse du prix du Gazole Non Routier (GNR).

À l'inverse, les charges opérationnelles sont en baisse par rapport à 2023, notamment grâce à la réduction du coût des engrais et des aliments du bétail. Cependant, cette dernière n'est pas uniforme : les produits phytosanitaires affichent une légère hausse, ainsi que les semences.

Les investissements, tel que le renouvellement de matériel, réalisés au cours des années précédentes, favorisés par de bonnes conjonctures, a augmenté le poste amortissements.

Le contexte international, toujours marqué par de nombreuses incertitudes, continue de perturber les marchés agricoles et de maintenir une volatilité des prix, créant une situation d'instabilité. La gestion de la trésorerie et des charges reste un défi majeur pour maintenir la viabilité des exploitations dans un contexte économique difficile.

## LÉGENDE DES CARTES

	<b>BARROIS</b>		<b>MONTAGNE VOSGIENNE, JURA</b>
	<b>CHAMPAGNE CRAYEUSE</b>		<b>PAYS-HAUT LORRAIN, LA WOEVRE</b>
	<b>CHAMPAGNE HUMIDE, ARGONNE</b> (Mi-Champagne, Vallage marnais, Perthois, Bocage et Der)		<b>PLAINE D'ALSACE</b>
	<b>PLATEAU LORRAIN</b>		<b>RÉGIONS D'HERBAGES DOMINANTS</b>
	<b>RÉGIONS DE POLYCLTURE DE LA BORDURE OUEST</b> (Tardennois, Brie, Nogentais, Pays d'Othe)		(Ardennes, Bassigny, Vôge, Montmédy)

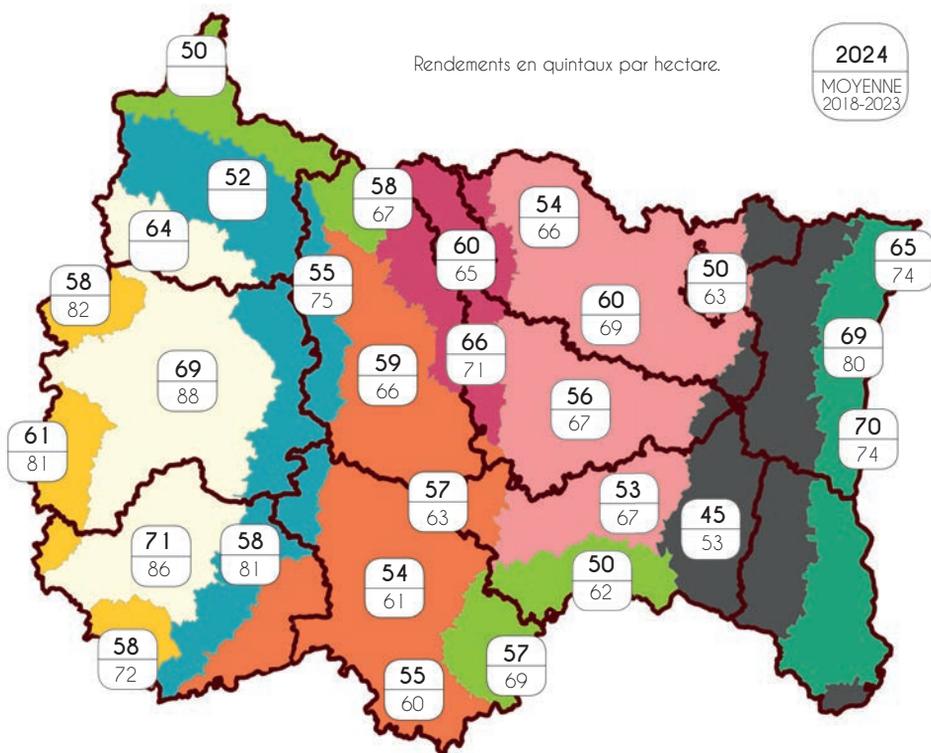
# BLÉ : une récolte en deçà de la moyenne quinquennale

Si les semis se sont dans l'ensemble bien passés en 2023, le reste de l'année est allé de mal en pis. Une pluviométrie record pour l'hiver et le printemps très humide ont mis à mal la croissance et le remplissage du blé. Cette météo n'a pas permis au blé du Grand Est de donner son plein potentiel et toutes les régions voient leurs rendements baisser en moyenne de 13%. La qualité a également été affectée.

L'année 2023 s'est terminée avec des prix de blé autour de 215 €/t (Fob Moselle). En début d'année 2024, les cotations se sont encore plus dégradées pour atteindre en février 174 €/t. Malgré une embellie du prix du blé en juin qui a permis d'atteindre 252 €/t, le prix est repassé en deçà des 200€/t au moment de la moisson. La chute du cours du blé et les fortes disponibilités dans les pays hors UE impactent fortement les exploitations du Grand Est.

Rendements en quintaux par hectare.

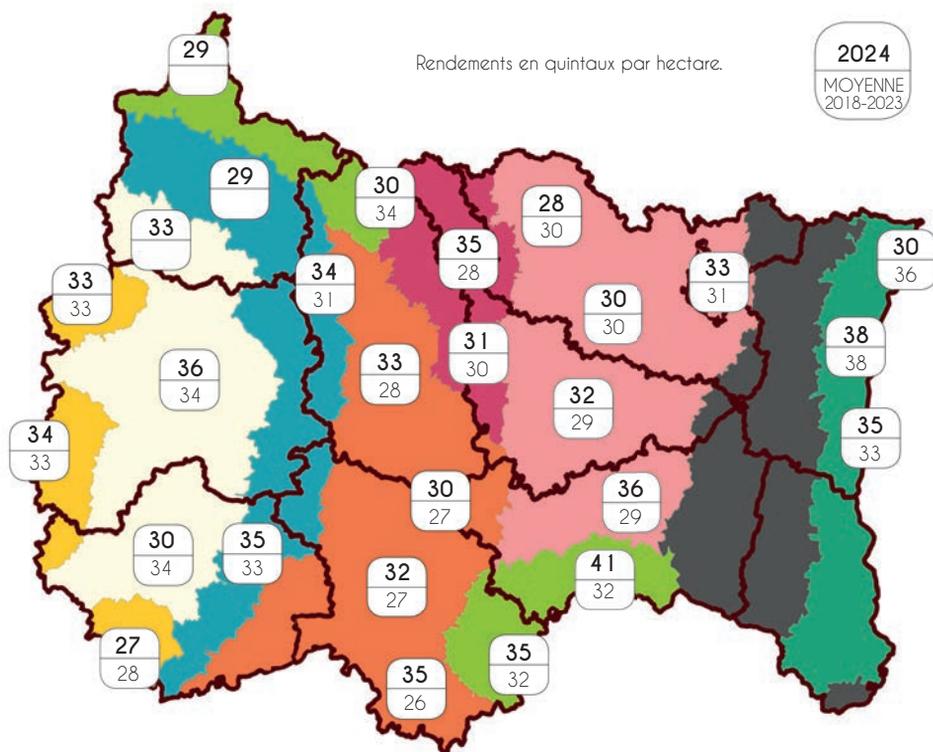
2024  
MOYENNE  
2018-2023



## COLZA : une récolte moyenne

Le colza est de plus en plus présent dans le Grand Est (+44 000 ha en 2 ans). Les rendements 2024 sont très hétérogènes d'un secteur à l'autre (14 qx/ha à 41 qx/ha). La productivité moyenne (32 qx/ha) avoisine celle de l'an passé et celle de la moyenne des 5 campagnes passées. Si ces facteurs génèrent une hausse des volumes récoltés dans le Grand Est, à l'échelle Française, Européenne et mondiale, les volumes sont en berne.

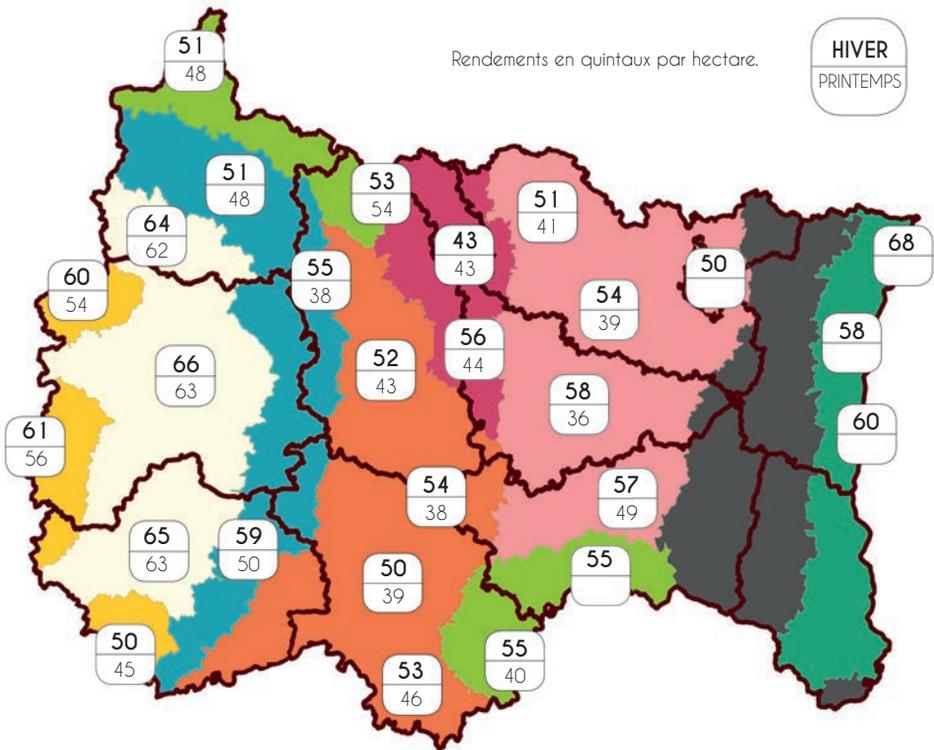
Sa cotation (470 €/t) reste supérieure à celle de 2023. Cette tendance reste néanmoins dépendante de facteurs conjoncturels comme le besoin d'import de l'UE, la taxation des imports de Canola Canadien par la Chine, la hausse de la production d'huile de palme.



# ORGE : une très mauvaise récolte

L'orge n'aime pas les excès d'eau et ça se confirme cette année. En orge d'hiver, les rendements sont en chute de près de 20 % par rapport à la moyenne quinquennale sur toute la région. Baisse identique pour l'orge de printemps, mais il y a plus de disparités entre les exploitations en fonction de la qualité des terres et des dates de semis. Globalement, la qualité n'est pas là en poids spécifique (PS) et calibrage.

Le prix de l'orge mouture baisse encore de 10 % à moins de 175 €/t (FOB Moselle). La baisse est encore plus sensible pour l'orge de printemps brassicole avec - 50 €/T. Chute des volumes et des prix vont conduire à une marge catastrophique en orge.



## AUTRES CULTURES

En Champagne Crayeuse, le rendement prévisionnel des betteraves sucrières devrait s'approcher des 85 t/ha, avec de fortes disparités d'une exploitation à l'autre. D'après les premiers arrachages, la teneur en sucre est historiquement basse du fait des semis tardifs et d'un manque d'ensoleillement. Côté prix, les conditions de marché sont moins favorables, mais certaines coopératives ont affiché un objectif de rémunération de 40 €/t.

Concernant les pommes de terre, les arrachages se poursuivent et les rendements sont au rendez-vous portés par une météo exceptionnellement humide. Bien que des problématiques de mildiou et d'homogénéité de calibre aient impacté la qualité des tubercules, la demande en pommes de terre reste élevée et les produits de qualité sont bien valorisés par le marché.

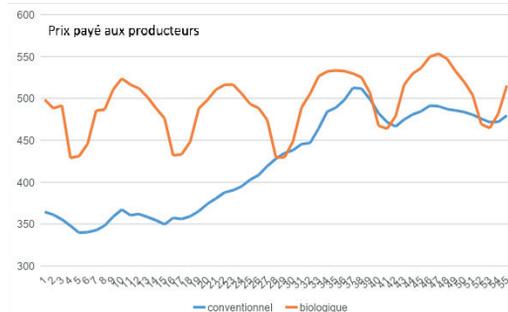
Les rendements en luzerne déshydratée seront de bonne facture avec une probable 4<sup>e</sup> coupe. Mais le prix payé aux producteurs est en baisse sur fond de campagne commerciale compliquée.

Les protéagineux ont souffert de l'excès d'humidité et les parcelles qui n'ont pas été retournées présentent des rendements médiocres, contrairement aux maïs (grain et ensilage) qui affichent un beau potentiel de production cette année.

## CONJONCTURE LAIT

Après une forte progression du prix du lait en 2022/2023, la stagnation de la production mondiale permet de maintenir les cours sur 2024, malgré une inflexion sur le début d'année. Les indicateurs permettant la fixation des prix restent à court terme favorables aux producteurs, malgré des menaces telles que les échanges avec la Chine.

La filière lait biologique reste difficile. La chute de la collecte bio (-4.5 % en 2023 et -4.5 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2024) ne permet pas de rétablir les équilibres de marché avec une consommation en France qui continue de baisser. La baisse de production est encore plus marquée dans le Grand Est (-6.6 % sur le début 2024). Le différentiel lait conventionnel/lait bio ne retrouve pas ses niveaux historiques et crée un risque de découragement des éleveurs bio vers un arrêt de production ou une déconversion.

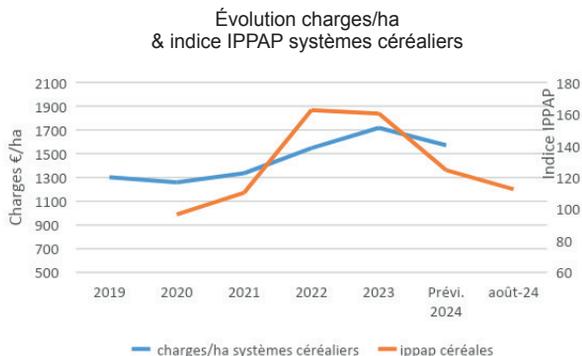


La dynamique des laiteries sur le Grand Est sur le maintien de la collecte devient une préoccupation pour la filière.

## Des niveaux de charges historiquement élevés :

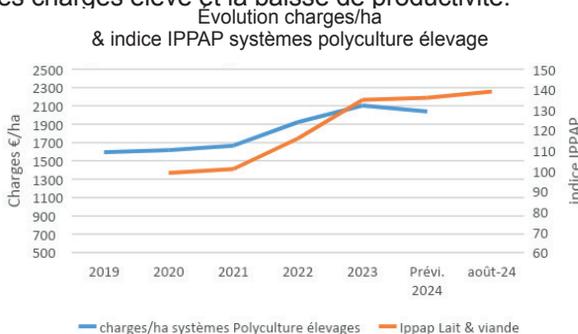
Les principaux systèmes de productions agricoles de la région voient les charges progresser de 25 à 30 % depuis 2019. Derrière ces évolutions moyennes, se cachent des variations de coûts d'intrants qui peuvent changer de plusieurs dizaines de pourcents dans une même année sous l'effet géopolitique. Le risque financier s'est fortement accru compte tenu de la progression des charges et nécessite une obligation de générer un chiffre d'affaires en augmentation pour maintenir les équilibres financiers de l'exploitation agricole.

Notons que l'indice IPPAP, qui est un indice statistique d'évolution des prix payés aux producteurs, fléchit en 2024 pour les productions végétales et se stabilise pour les systèmes d'élevage. Les indicateurs prix (IPPAP) ne reflètent pas les volumes produits décevants de 2024 qui viennent pénaliser les chiffres d'affaires et donc les trésoreries.



Concernant les élevages, la pression liée aux épidémies sera à prendre en compte sur les pertes de rentabilité des mois à venir. A la différence des systèmes de production végétaux, le marché des viandes et produits animaux semble se maintenir, mais ne pourra compenser intégralement le niveau des charges élevé et la baisse de productivité.

Sauf revirement significatif des marchés qui aurait un impact sur les productions 2024 non encore vendues, le financement des approvisionnements et des charges pour la récolte 2025 va devoir être renforcé pour maintenir les trésoreries qui, pour certains systèmes, se cumulent avec la récolte 2023 déjà compliquée.



La diversité des exploitations et des systèmes permettra pour certains d'actionner des leviers internes. Pour les structures les plus fragiles, des leviers externes à l'exploitation, plus ou moins douloureux, devront être utilisés, tels que du financement, des allègements de charges, de la décapitalisation. Les Cellules d'accompagnements, telles que REAGIR, pressentent un sursaut de sollicitations pour venir en aide aux exploitants les plus démunis face à cette situation.

# ESTIMATION DES RÉSULTATS 2024

	Surface / Exploita. ha	Résultat 2024 €/ha	Résultat 2023 €/ha	Moy. Résult. 2019/23 €/ha	Evolution 2023/24 €/ha
Lait céréale	178	279	292	360	-4,46%
Lait viande	210	311	326	378	-4,60%
Viande céréale	194	55	46	232	21,15%
Elevage montagne vosgienne	108	427	398	334	7,29%
Céréales betteraves	164	73	403	368	-81,82%
Champagne crayeuse					
Céréaliers du Barrois 10/52/55	162	-86	-118	183	27,04%
Céréales plateau lorrain	162	-160	-140	274	-14,29%
Céréales pays haut + Woëvre	157	-128	-68	231	-88,24%
Céréales champagne humide	185	-115	175	380	-165,71%
Céréales bordure ouest Champagne Ardennes	188	-200	238	430	-184,21%
Céréales betteraves Alsace	103	277	272	418	1,84%

Les prévisions de résultats courant 2024 semblent en baisse par rapport à 2023 pour toutes les exploitations. La moisson moyenne, voire mauvaise dans certains secteurs, le prix des céréales et des charges qui restent élevées, imputent une nouvelle fois les résultats.

Les systèmes laitiers s'en sortent le mieux. De par la conjoncture de ces deux dernières années et un marché de la viande haussier, on estime le revenu de ces exploitations avec céréales à 280 €/ha et à 311 €/ha pour les exploitations laitières avec atelier d'engraissement. Ces chiffres restent inférieurs à la moyenne 5 ans et en baisse de 5 % comparés à la campagne 2023, à cause d'un niveau de charges élevé. L'effet moisson a très peu d'impact sur ces systèmes.

Les exploitations, avec de l'élevage allaitant et des céréales subissent, quant à elles, la perte de productivité liée à cette récolte. On estime le revenu 2024 d'un éleveur allaitant à 55 €/ha. Certes, en légère amélioration par rapport à la campagne dernière, ce chiffre reste bas et largement inférieur à la moyenne quinquennale qui est de 232 €/ha. L'augmentation du coût de production de l'atelier céréales, lié à des prix de vente en baisse, impacte la rentabilité économique de ces systèmes et leur trésorerie depuis maintenant deux ans. La vente d'animaux permet à ces agriculteurs d'atténuer la perte de produit.

A l'inverse, les céréaliers accusent de plein fouet les résultats de cette moisson. En fonction des secteurs et notamment du potentiel de rendement de chacun, on distingue une grande disparité au niveau des prévisions de résultats. Les secteurs à plus haut potentiel, tel que la Champagne crayeuse, la Woëvre et la Champagne Humide semblent les plus impactés. Comparé à 2023, le revenu de ce groupe est dégradé de près de 400 €/ha. On estime le résultat à -115 €/ha pour les céréaliers de Champagne humide et à 73 €/ha pour ceux de Champagne Crayeuse. Cette tendance est moins marquée sur les secteurs à faible potentiel. Ainsi, le résultat des céréaliers du plateau lorrain s'établirait à -160 €/ha (-20 €/Ha comparé à 2023). Ces chiffres restent tout de même largement inférieurs aux moyennes 5 ans et très faibles. La rentabilité de ces systèmes est donc mise à rude épreuve.